

Ce résultat n'est pas accidentel. Le ministre des Finances a eu parfaitement raison de dire que les Canadiens ont créé des emplois et c'est à eux qu'en revient le mérite. Permettez-moi de dire aux députés ce qui serait arrivé si le chômage avait augmenté. Les Canadiens en auraient tenu le gouvernement responsable. Là encore, le député ne peut pas gagner sur tous les tableaux. S'il veut être logique, il doit se rendre compte que lorsqu'il fait une déclaration semblable, il a l'air bête de critiquer le gouvernement s'il refuse de reconnaître son mérite le cas échéant. Je ne prétends pas que nos résultats sont tous parfaits. Tout ce que je demande, c'est un peu plus d'équilibre dans les discours. De cette façon, on reconnaîtra davantage les mérites de chacun. Si les députés ont des préoccupations, qu'ils fassent leur travail et proposent des solutions de rechange.

Je voudrais vous lire un autre passage de l'exposé budgétaire du ministre.

Les Canadiens devraient se rendre compte à quel point ce résultat est remarquable. Au cours des 18 derniers mois, notre rythme de création d'emplois a été de plus de 50 p. 100 supérieur à celui des États-Unis. Chose plus remarquable encore, les Canadiens ont créé plus d'emplois, en chiffres absolus, que tous les pays de l'Europe occidentale réunis—des pays 16 fois plus peuplés que le Canada.

Cela en dit long aux députés sur les réalisations de notre gouvernement. Il faut croire que nous prenons certaines bonnes mesures car au cas contraire les résultats ne seraient pas aussi bons en matière de création d'emplois.

Au fur et à mesure que les gouvernements prennent de l'ampleur, ce qui a été le cas dans presque tous les pays du monde ces dernières années, il devient d'autant plus important qu'ils prennent les mesures qui s'imposent car ils sont responsables d'un plus gros secteur de l'économie. Si les gouvernements, et notamment le fédéral, n'avaient pas fait certaines bonnes choses et si tout avait été aussi mauvais que nous le portons à croire les remarques du député, nous n'aurions pas eu ces résultats en matière de création d'emplois. Il faut bien le comprendre. Nous devons intervenir et défendre avec fierté nos réalisations dans le pays. Plus nous le ferons, mieux cela vaudra pour chacun d'entre nous. Notre pays est absolument extraordinaire. Nous avons plus de ressources naturelles par habitant que n'importe quel autre pays du monde. L'avenir devrait être à nous—et il peut l'être si nous cessons de l'hypothéquer. Nous nous sommes heurtés à ce problème par le passé et les néo-démocrates y ont contribué en soutenant les libéraux.

Je voudrais maintenant dire aux députés ce qui est encore plus remarquable au sujet du ministre des Finances. Nous savons tous qu'il est difficile de restreindre les dépenses une fois qu'elles existent. Quand nous parlons avec nos électeurs, ils nous disent être satisfaits. Ils nous disent: «Nous savons que dans le passé vous avez agi dans notre intérêt, mais que faites-vous pour nous actuellement?». Nous adoptons tous la même attitude. Et quand on y songe, on commence à se rendre compte que sous de nombreux rapports, il est difficile de réduire les dépenses.

Je voudrais maintenant rappeler aux députés ce que nous avons fait à propos des dépenses. Je vous lirai un autre passage de l'exposé budgétaire du ministre. Si j'avais le temps, je relirais à l'intention du député d'en face et des collègues de son parti le discours en entier. De toute évidence, ils n'ont pas

Le budget—M. Mayer

écouté le ministre des Finances lorsqu'il a présenté son budget il y a une semaine.

Au cours de la décennie précédente, les dépenses de programmes avaient plus que doublé. Les dépenses discrétionnaires—c'est-à-dire les dépenses de programmes non statutaires—avaient augmenté encore plus vite. Au cours des trois années qui ont précédé l'entrée en fonction de notre gouvernement, les dépenses discrétionnaires ont grimpé de 43 p. 100. Les dépenses de fonctionnement des ministères fédéraux se sont accrues de 30 p. 100 et les dépenses salariales de 20 p. 100.

Permettez-moi de signaler aux députés ce qui s'est passé depuis notre accession au pouvoir il y a 18 mois. Ils verront ce qu'on peut faire quand on est sérieux et résolu à agir dans l'intérêt du Canada. Nous avons un excellent ministre des Finances. Voici ce qu'il a déclaré:

L'ensemble des dépenses de programmes, y compris tous les programmes statutaires tels la sécurité de la vieillesse, les allocations familiales et l'assurance-chômage, sera maintenu à \$86.6 milliards, soit en deçà du niveau de l'an dernier.

Il s'agit de la première diminution absolue des dépenses de programmes en plus de 20 ans.

Cela en dit long aux députés sur ce qu'on peut faire avec de la détermination. Nous y sommes parvenus en améliorant le régime des pensions et en présentant de nouveaux avantages fiscaux au titre des enfants, pour augmenter notre aide.

Je voudrais parler maintenant de l'élaboration du budget. Les députés ont parlé du respect des engagements pris. C'est exactement ce que nous avons fait. Nous avons fait exactement ce que nous avions dit quand nous sommes arrivés au pouvoir. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons dit que nous établirions un exposé financier aussitôt que nous le pourrions et que nous rendrions compte à la population de l'état des finances du pays. C'est exactement ce que le ministre des Finances a fait. Il a dit qu'il présenterait un budget dès qu'il pourrait, et qu'il procéderait ensuite à des consultations avant de déposer un nouveau budget. C'est exactement ce qui s'est produit. Nous avons agi absolument dans la ligne de ce que nous avions dit. C'est très important à comprendre. Cette façon de procéder ramène un peu de bon sens dans la gestion des finances du pays. Car, après tout, la principale responsabilité du gouvernement consiste à gérer de façon sensée les affaires budgétaires du pays. C'est ce que nous avons fait.

J'admets que le député d'en face a une certaine formation économique. Il est en mesure de parler de la taille qui convient pour le déficit, en pourcentage du PNB. On peut entamer toutes sortes de polémiques à ce sujet. Mais pas une fois dans son discours le député n'a dit à quel niveau le déficit devrait se situer. Il a parlé du Saint-Graal du déficit voulant sans doute dire le Saint-Graal de la réduction du déficit, comme si c'était l'unique chose à laquelle nous pensions.

M. Orlikow: N'est-ce pas cela?

M. Mayer: Le député ne nous a pas dit un mot à ce sujet. Il ne nous a pas dit à quel niveau le déficit devrait se situer. A 30 milliards, à 50, à 100 milliards? Une fois le chiffre choisi, comment l'atteindre ensuite? Ce que je dis, c'est qu'il y a devant nous une chose que nous avons parfaitement démontrée par notre action depuis 18 mois. Le gouvernement s'en tient à une façon constante de procéder pour l'élaboration du budget. Nous n'avons entendu personne en faire mention, ou nous en féliciter.